

ARRÊTÉ N° ARR_2024_0322_AT_RD69_RD69E1_LONGCHAUMOIS
Portant accord technique de voirie

Service : PPR - ROUTES - SDEE - ARD SAINT-CLAUDE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

- VU** La demande en date du 21 mars 2024 par laquelle ENEDIS – Agence de raccordement Marché Grand Public et professionnel, 57 rue Bersot 25000 BESANCON, représentée par Madame Lisa COTTIN pour le compte de Monsieur Victor JOSSE domicilié au 39 rue des Chails 17160 SONNAC, sollicite l'autorisation d'exécuter des travaux de modification d'un branchement souterrain type 3x150 AL dans l'emprise des Routes Départementales n° 69 et 69E1 en agglomération, au 74 Grande rue 39400 LONGCHAUMOIS ;
- VU** Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4, L3221-5 et L3333-8 ;
- VU** Le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2 à L113-7 ;
- VU** Le code de l'énergie et notamment les articles L323-3 et L433-3 ;
- VU** Le code général des propriétés des personnes publiques et notamment les articles L2121-1 à L2122-5 ;
- VU** Le règlement de voirie départementale approuvé le 28 mai 2010 ;
- VU** L'arrêté en vigueur de délégation permanente de signature consentie à M. le Chef d'Agence Routière Départementale de Saint-Claude ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 ACCORD TECHNIQUE

Le concessionnaire désigné dans la demande susvisée est en droit d'exécuter sur les Routes Départementales n° 69 et 69E1 commune de LONGCHAUMOIS, les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent titre ne confère pas à son bénéficiaire le droit réel prévu aux articles L1311-5 à L1311-8 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les dispositions de l'article 39 du règlement de voirie susvisé sont applicables sous réserves des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté.

Implantation et ouverture du chantier

Le concessionnaire préviendra le service gestionnaire de la voirie de la date du commencement des travaux. Les ouvrages à réaliser seront implantés en sa présence.

La tranchée transversale sera implantée sous trottoir et sous chaussée au PR 14+0873.

Mode opératoire

- TRAVERSÉE SOUS CHAUSSÉE

La traversée au PR 14+0873 s'effectuera par tranchée en méthode traditionnelle réalisée et remblayée conformément à l'annexe 7 du règlement de voirie susvisé (le schéma type de remblaiement est joint en annexe) et aux dispositions suivantes.

Tranchée ouverte sous chaussée souple - réseau secondaire :

- Sciage soigné de la chaussée à la scie diamantée, ouverture de la fouille.
- Extraction, évacuation des matériaux en décharge.
- Pose du réseau, enrobage de celui-ci en sable, sur une épaisseur de 20 cm.
- Installation d'un grillage avertisseur, à 20 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement successif en G.N.T 0/80 sur une épaisseur de 41 cm et G.N.T 0/31.5 sur une épaisseur de 20 cm.
- Compactage par couches de 20 à 30 cm.

Réfection provisoire : dès la fin des travaux, à l'enrobé à froid ou à l'émulsion de bitume bicouche, gravillons 6/10 et 4/6.

Réfection définitive : environ 1 à 2 mois après la réfection provisoire, comprenant :

- Redécoupage de la chaussée, 0.10 m de part et d'autre des deux lèvres de la tranchée.
- Décaissement de celle-ci sur 19 cm, réalisation d'un G.B2 sur 13 cm (passage en 2 couches) -
- B.B.S.G 0/10, non calcaire sur 6 cm.
- Fermeture des joints à l'émulsion de bitume.

- TRANCHÉES SOUS TROTTOIRS :

Tranchée ouverte sous accotement ou dépendances, à une distance < à 1.20 m du bord de chaussée:

- Ouverture de la fouille.
- Extraction, puis évacuation des matériaux en décharge.
- Modification du branchement souterrain 3x150 AL, enrobage de celui-ci en sable, sur une épaisseur de 20 cm et installation d'un grillage avertisseur à 20 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement en, G.N.T 0/31.5 sur une épaisseur de 45 cm.
- Compactage par couches de 30 cm.
- Réglage et finition soignée de l'accotement ou dépendances, à l'identique, après travaux.

- CONTRÔLES DE COMPACITÉ

Les objectifs de densification et la fréquence des contrôles sont fixés par l'annexe 7 du règlement de voirie susvisé.

Dépôt de matériaux et de matériel

Les matériaux et matériels nécessaires aux travaux autorisés pourront être mis en dépôt sur l'accotement des RD 69 et 69E1 avec l'accord du service gestionnaire.

Remise en état

A la fin du chantier, les lieux seront remis en état et tous les déchets (y compris les déblais excédentaires) produits par les travaux seront évacués vers une filière de traitement appropriée.

ARTICLE 3 SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DU CHANTIER

L'entreprise chargée des travaux devra signaler le chantier conformément à la réglementation et aux recommandations en vigueur, et notamment le guide « Manuel de chef de chantier – signalisation temporaire ».

Si l'exécution des travaux nécessite un arrêté réglementant la circulation, il devra l'obtenir avant leur début auprès de l'autorité de police compétente.

ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES LIES A L'AMIANTE ET AUX HAP

En cas de démolition partielle ou totale de la chaussée, le concessionnaire est tenu d'**effectuer au préalable** et à ses frais un diagnostic sur la présence éventuelle d'amiante ou de HAP. Si celle-ci est avérée, les mesures préventives et le traitement des matériaux produits par le chantier seront pris en charge par le concessionnaire.

ARTICLE 5 DURÉE DES TRAVAUX ET RÉCOLEMENT

La durée des travaux autorisés par le présent arrêté ne devra pas excéder **3 jours à compter de la date fixée du démarrage des travaux**. Le concessionnaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance le service gestionnaire de la date prévue pour la fin des travaux afin qu'il puisse contrôler leur conformité au projet autorisé.

Les réseaux implantés devront faire l'objet d'une remise de plans de récolement faisant apparaître les canalisations et les ouvrages principaux réalisés sur la voie publique, dans le délai de trois mois à compter de la réception des travaux.

ARTICLE 6 RESPONSABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE – GARANTIE

Le présent arrêté de voirie est délivré à titre personnel et il ne peut être cédé sans l'accord du Département. Le concessionnaire est responsable vis-à-vis de ce dernier et vis à vis des tiers des dommages de toute nature qui pourraient résulter des travaux ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Pendant la durée de l'occupation du domaine, le concessionnaire devra assurer l'entretien des ouvrages qui lui sont concédés à charge pour lui de solliciter l'accord du service gestionnaire de réaliser les travaux correspondants. En ce qui concerne le remblaiement des tranchées et la réfection de la chaussée et des dépendances domaniales, le délai de garantie est fixé à un an à compter du récolement des travaux.

Dans le cas où les prescriptions du présent arrêté de voirie ne seraient pas respectées, le service gestionnaire adressera une mise en demeure au concessionnaire pour y remédier dans un délai déterminé. Si celle-ci est restée sans effet au terme du délai, le service gestionnaire pourra exécuter d'office et aux frais du concessionnaire, les travaux nécessaires.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 REDEVANCE

Le bénéficiaire du présent arrêté de voirie est soumis à une redevance annuelle en ce qui concerne l'occupation du domaine public. Son montant est calculé selon le barème en vigueur.

Elles devront figurer dans la déclaration annuelle d'occupation du domaine public routier faisant état du patrimoine de l'occupant au 31 décembre et qui sera transmise au Département du Jura au plus tard le 1^{er} juin.

ARTICLE 8 VALIDITÉ DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté de voirie est délivré à titre précaire et révocable, et il ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire. Il peut être retiré à tout moment, sans indemnités, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public.

Il est consentie pour une durée de **quinze ans** à compter de sa notification, en ce qui concerne l'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'arrêté de voirie ou en cas de non renouvellement au terme de sa validité, le concessionnaire sera tenu si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du concessionnaire de la présente autorisation..

Le Département peut décider de ne pas imposer pas de remise en état des lieux. Dans cette hypothèse, les ouvrages situés sur le domaine public deviendront sa propriété et il se substituera de plein droit au concessionnaire, y compris pour percevoir les éventuelles rémunérations versées par d'autres occupants au concessionnaire par voie conventionnelle.

Le Département se réserve également le droit de faire déplacer les ouvrages implantés sur le domaine public aux frais du concessionnaire, dès lors que ce déplacement est justifié par des travaux d'aménagement du domaine.

ARTICLE 9 RECOURS

Le concessionnaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant qu'il peut exercer auprès de l'Agence Routière Départementale de Saint-Claude, à l'adresse suivante : Z I du Plan d'Acier – 1 rue des Frères Lumière – 39200 SAINT-CLAUDE.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Diffusion :

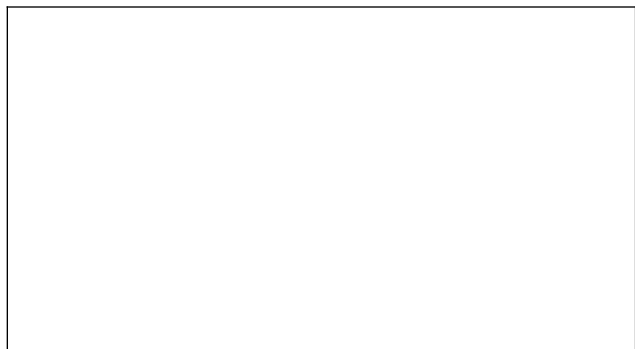
Le concessionnaire pour attribution

Son client pour information

La commune de LONGCHAUMOIS pour information

L'ARD SAINT-CLAUDE pour classement

Signature de l'arrêté



Ce plan imprimé ne peut en aucun cas se substituer à une réponse de l'exploitant Enedis sollicitée dans le cadre de la procédure DI(DIC).

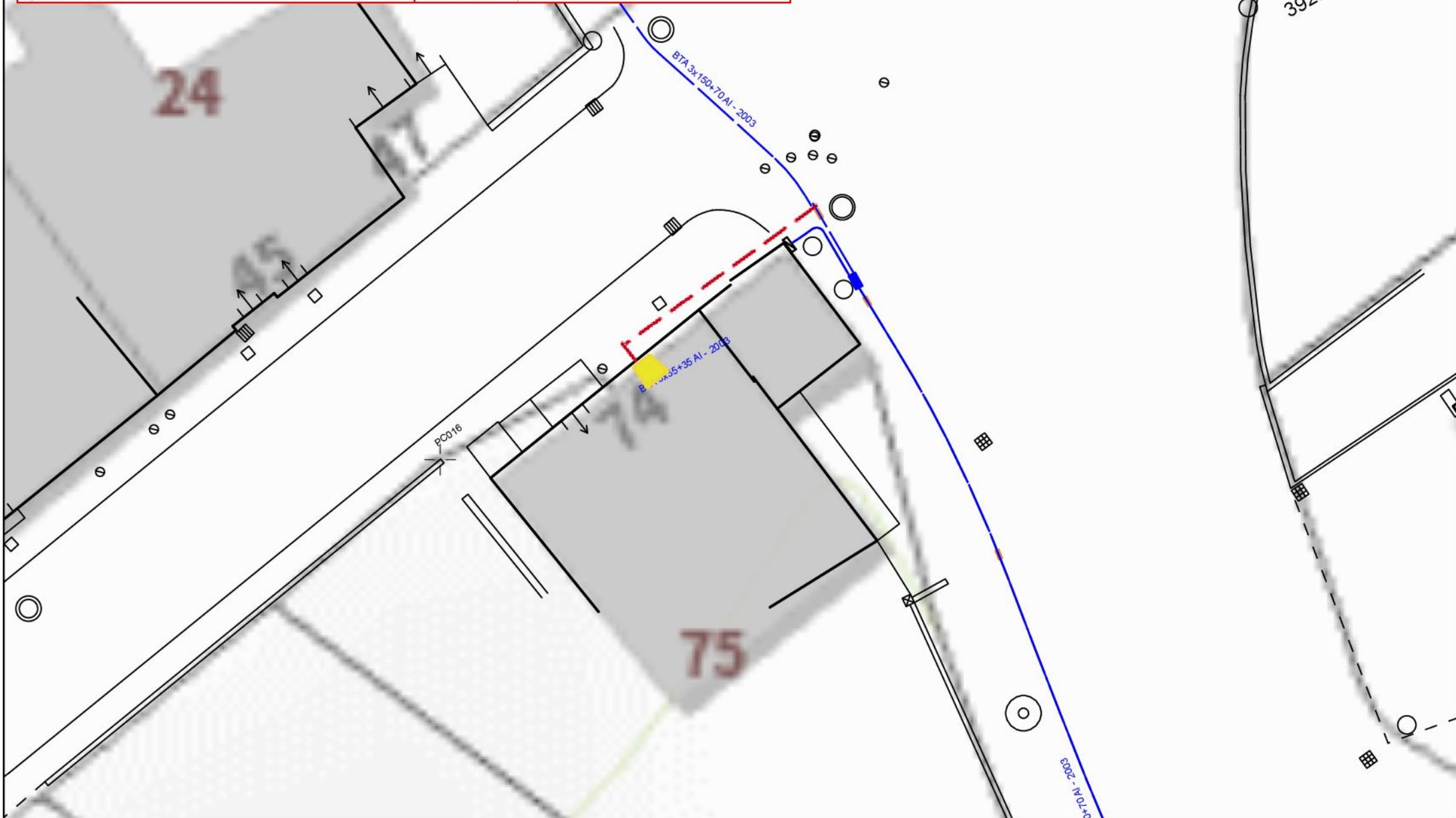
Au titre de ce plan, Enedis ne communique que les informations relatives aux ouvrages, au sens des articles R. 557-1 et R. 557-2 du code de l'environnement exploités par elle dans l'emprise des travaux indiqués par le déclarant. Cette communication s'opère donc à l'exclusion de tout autre ouvrage pouvant figurer sur un document (guy, câblage, autres distributeurs d'électrification...).

1- Les branchements construits avant le 1er juillet 2012 ne sont pas systématiquement représentés.

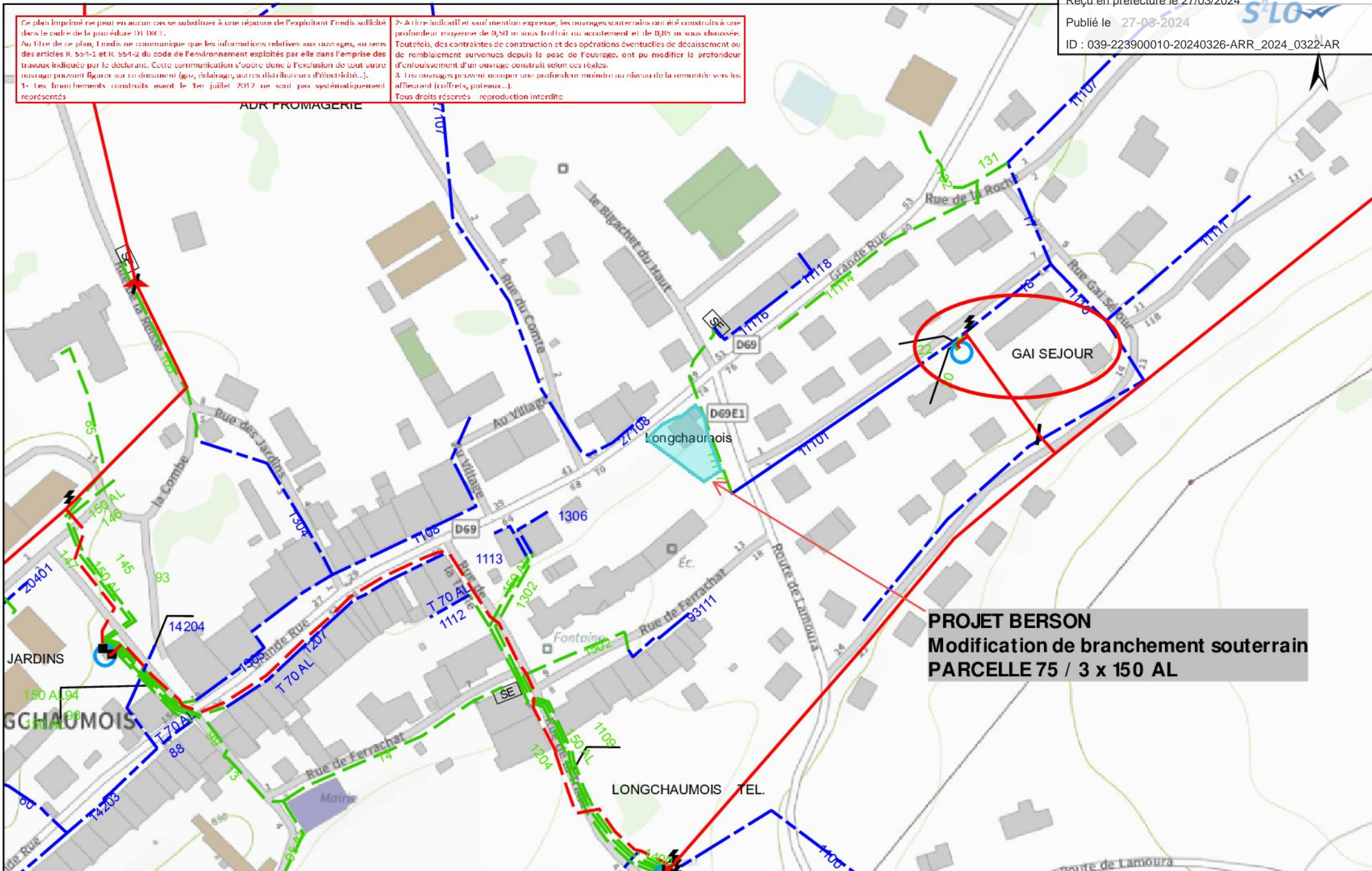
2- A titre indicatif et sauf mention expresse, les ouvrages sont réalisés ou à être construits à une profondeur moyenne de 0,50 m sous trottoir ou accotement et de 0,35 m sous chaussée. Toutefois, des contraintes de construction et des opérations éventuelles de décaissement ou de remblaiement survenues depuis la pose de l'ouvrage, ont pu modifier la profondeur d'enfouissement d'un ouvrage construit selon ces règles.

3- Les ouvrages peuvent occuper une profondeur moindre au niveau de la remontée vers les affleurements (cuffies, poteaux...).

Tous droits réservés - reproduction interdite



Ce plan imprimé ne peut en aucun cas se substituer à une réponse de l'exploitant Enedis sollicitée dans le cadre de la procédure OI DICI.
Au titre de ce plan, Enedis ne communique que les informations relatives aux ouvrages, au sens des articles R. 557-1 et R. 557-2 du code de l'environnement exploités par elle dans l'emprise des travaux indiquée par le déclarant. Cette communication s'opère donc à l'exclusion de tout autre ouvrage pouvant figurer sur un document (gis, câblages, autres distributeurs d'électricité...),
1- Les branchements construits avant le 1er juillet 2012 ne sont pas systématiquement représentés.
2- A titre indicatif et sans mention expresse, les ouvrages sont enterrés ou aériés construits à une profondeur moyenne de 0,50 m sous trottoir ou accotement et de 0,35 m sous chaussée. Toutefois, des contraintes de construction et des opérations éventuelles de décaissement ou de remblaiement survenues depuis la pose de l'ouvrage, ont pu modifier la profondeur d'enfouissement d'un ouvrage construit selon ces règles.
3- Les ouvrages peuvent occuper une profondeur moindre au niveau du la rampe vers les affleurements (coulées, poteaux...)
Tous droits réservés - reproduction interdite



Envoyé en préfecture le 27/03/2024

Reçu en préfecture le 27/03/2024

Publié le 27-03-2024



ID : 039-223900010-20240326-ARR_2024_0322-AR

**DEMANDE D'AUTORISATION DE VOIRIE
POUR TRAVAUX SUR ou EN LIMITE
DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER
Dossier 31425921**

**IMPRIME A ADRESSER A STA OU A LA MAIRIE DE LA COMMUNE CONCERNEE
AU MOINS 2 MOIS AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX**

DEMANDEUR

Nom ou raison sociale : ENEDIS
 Représentée par : Agence Raccordement Marc
 Adresse complète : N° 57 rue Bersot
 Code postal : 25000 Ville : BESANCON
 N° tél : 09 70 83 29 70 / N° Fax : 03 81 83 87 19
 E mail : are-alsacefranchecomte@enedis.fr

**SI LE BENEFICIAIRE
(propriétaire de
l'ouvrage)
EST AUTRE QUE LE
DEMANDEUR**

Nom ou raison sociale : M. Victor JOSSE
 Représentée par :
 Adresse complète : 39 RUE DES CHAILS
 Code postal : 17160.....Ville : SONNAC.....
 N° tél : 0607266938..... N° Fax :
 Email : isaberson@orange.fr

**OBJET DE LA
DEMANDE**

Établissement de réseau
 Établissement de branchement
 Eau Electricité Gaz Assainissement Téléphone
 Autres :.....
 Occupations diverses
 Bois Matériaux Echafaudage Autres :.....
 Emprise au sol : m²
 Création d'un accès au domaine public
 Création de saillies (balcons, enseignes, bannes...), à préciser :
 Création de trottoirs ou aménagement de sécurité
 Alignement pour construction / modifications / plantation / clôture.
 Distribution de carburants

**LOCALISATION DES
TRAVAUX**

Adresse complète : N° **74**..... rue : **GRANDE RUE**.....
 Code postal : **39400**.....Ville : **LONGCHAUMOIS**.....
 Références cadastrales : Section n° : Section AA / Parcelle 256.....
 Voies intéressées : Route départementale n° : A cheval entre **D69/D69E1**

**NATURE DES
TRAVAUX**

Ouvrage souterrain
 Tranchée Autres : préciser :
 Trottoir
 Accotement
 Chaussée
 Ouvrage aérien
 Autres, à préciser :
 N° permis de construire ou de déclaration de travaux (éventuellement) : ...

**ENTREPRISE
INTERVENANTE
(si connue)**

Nom :
 Personne responsable :
 Adresse complète : N° rue :
 Code postal :Ville :
 N° tél : N° Portable :
 Email :

**PERIODE
D'INTERVENTION**

Durée des travaux :
Durée 3 mois à compter de la date de signature

Envoyé en préfecture le 27/03/2024
Reçu en préfecture le 27/03/2024
Publié le 27-03-2024
ID : 039-223900010-20240326-ARR_2024_0322-AR



**MODALITES
ENVISAGEES
D'EXPLOITATION DU
CHANTIER**

- Coupure circulation
- Circulation alternée :
 - Alternat par feux
 - Alternat manuel
 - Alternat par panneaux de signalisation
- Autres, à préciser :

ATTENTION : Si les travaux doivent perturber la circulation, une demande d'arrêté devra être déposée en mairie.

**RENSEIGNEMENTS
ET OBSERVATIONS
COMPLEMENTAIRES**

**A réception des différents accords un prestataire sera mandaté.
Celui-ci vous transmettra une DT-DICT comprenant ses coordonnées
ainsi que les modalités d'exploitation définitive du chantier
(date et délais d'intervention)**

PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE EN 2 EXEMPLAIRES :

- **Plan de situation permettant la localisation du terrain et l'emplacement exact des travaux**
- **Plan coté de l'ouvrage projeté (échelles exploitables : 1/200, 1/500 ou 1/1000)**
- **Photos du site si possible**

A BESANCON
Le 21/03/2024
Signature du demandeur :
Mme COTTIN Lisa

Date de dépôt :
Transmis au service gestionnaire de voirie avec AVIS :

FAVORABLE DEFAVORABLE

Observations éventuelles et motivations de l'avis défavorable :

Observations éventuelles :
.....
.....
.....
.....

.....
.....
A, le

Cliente	BERSON Régis Et Isabelle / 0607266938
Adresse travaux	74 GRANDE RUE, 39400, LONGCHAUMOIS
OSR	31425921
Nature des travaux	Passage en type 2
Chargée de projet	COTTIN Lisa / 0970831970

Panneau de comptage à déposer



Coffret à déposer





Branchement sout. à supprimer
 Faire bout perdu en sortie de boîte

Faire nouveau branchement avec coffret 805 et 920 tri

Réseau existant sout. 150 ALU

- Travaux Enedis :**
- Confection bout perdu en sortie de boîte sur branchement existant + dépose coffret existant
 - Dépose compteur Linky tri mat. 553 et disjoncteur tri à l'intérieur de la maison (à conserver)
 - Réaliser nouveau branchement sout. tri avec pose CIBE 805 et CIBE 920 tri dans niche en façade
 - Reprendre compteur mat. 553
 - Remettre en service l'ouvrage au tarif existant

- Travaux Client :**
- Niche dans le mur pour emplacement nouveaux coffrets à réaliser
 - Dégagement emplacement panneau de comptage
 - Pose protection adéquate sur installation intérieure par votre électricien suite pose disjoncteur sélectif dans votre coffret
 - Reprise de votre installation privée par votre électricien sous nouveau disjoncteur Enedis
 - **Présence impérative de votre électricien le jour des travaux**

Envoyé en préfecture le 27/03/2024

Reçu en préfecture le 27/03/2024

Publié le 27-03-2024

ID : 039-223900010-20240326-ARR_2024_0322-AR



Coffret 805

Coffret 920 – Niche
encastrement réalisé
par client

Département :
JURA

Commune :
LONGCHAUMOIS

Section : AB
Feuille : 000 AB 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 28/01/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC47
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Envoyé en préfecture le 27/03/2024

Reçu en préfecture le 27/03/2024
Publié le 27-03-2024
SDIF du JURA

ID : 039-223900010-20240326-ARR:2024_0322-AR

39303 CHAMPAGNOLE CEDEX
tél. 03 84 52 01 31 -fax
sdif.jura@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

